TRENTE-SIXIÈME ANNÉE N° 10 560 30 PAGES DERNIÈRE ÉDITION VENDREDI 12 JANVIER 1979

Les divergences franco-allemandes sur les montants compensatoires restent vives

LIRE PAGE 28

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1.80 F

Algérie, 1,30 Dk; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 11 fr.; Canada, 0,65 $; Côte-d'Ivoire, 150 F CFA; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 60 pes.; Grande-Bretagne, 22 p.; Grèce, 35 dr.; Irlande, 50 pe.; Italie, 400 l.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Sénégal, 150 F CFA; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 15 din.

Tarif des abonnements page 9

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4201-23 Paris Télex Paris 650572 Tél : 246-72-23

Les États-Unis et l'Iran

Washington tente de rassurer ses alliés du Golfe

L'embarras américain

L'embarras des Etats-Unis s'accroît au fur et à mesure que se dégrade la situation du chah. Officiellement, Washington soutient toujours le souverain iranien et ne songe pas à une solution de rechange. En fait, il n'en est rien : les experts américains sont de plus en plus nombreux à estimer que les chances du chah de rétablir la situation sont nulles.

La contradiction qui existe entre ces deux positions — officielle et officieuse — explique les hésitations multiples de la politique américaine. L'envoi en mission de « démonstration » en Arabie Saoudite d'une escadrille américaine de chasseurs F-15 illustre ces ambiguïtés. Cette décision fait suite à celle d'envoyer un porte-avions américain dans le golfe Persique et à son annulation : la mesure avait finalement paru trop grave au président Carter, et il a préféré la suspendre en raison des effets négatifs que cet étalage de force aurait pu avoir sur les manifestants iraniens, qui s'en prennent de plus en plus aux Etats-Unis.

L'envoi des F-15 en Arabie Saoudite vise, en principe, un double but : rassurer les dirigeants de Ryad et mettre en garde ceux de Moscou. L'Arabie Saoudite, de plus en plus inquiète de l'évolution des événements en Iran, s'interroge sur la volonté de Washington de résister à ce qu'elle considère comme une offensive soviétique en règle dans la région. Cette offensive la vise directement, estime-t-elle, et passe d'un côté par l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran, de l'autre par la corne de l'Afrique et le Yémen du Sud. L'enjeu d'une telle offensive : les gisements pétrolifères de la région du Golfe, bien sûr.

On peut s'interroger sur l'efficacité de l'envoi des F-15 : les douze appareils ne seront pas équipés de leurs armements les plus perfectionnés et ne pourront pratiquement effectuer que des vols de démonstration. Ils ne resteront qu'une ou deux semaines dans la région, et ce n'est qu'à partir de 1982 que l'Arabie Saoudite commencera à recevoir des F-15 opérationnels en vertu de l'accord intervenu en mai dernier sur la vente groupée de deux cents appareils ultra-modernes à Ryad et à Jérusalem. l'agence Tass ne s'est pourtant pas méprise sur la signification de la dernière décision américaine et a tout de suite dénoncé « ce nouveau recours à la politique de la canonnière ». « Les Etats-Unis, ajoute-t-elle, s'engagent dans une dangereuse démonstration de force dans la région du golfe Persique, mais elle est destinée à échouer. »

L'indignation de l'agence Tass a quelque chose d'artificiel, encore que de rituel. Les inconséquences de la politique américaine en Iran ont tellement favorisé les desseins soviétiques qu'on comprend cependant que Moscou regrette une telle période qui lui a permis de marquer des points sans prendre aucun risque. Rien ne prouve encore toutefois que M. Carter et ses conseillers se soient fait « une religion » sur la crise iranienne et ses conséquences. Ils avaient pourtant depuis longtemps les moyens de négocier au moins l'abandon de son trône par le chah. Mais, la raison, les dirigeants américains ont été trompés — volontairement ou non, peu importe — par ceux qui étaient chargés de les informer et ne se sont pas rendu compte de l'ampleur de la cristallisation. Cette imprévoyance et les risques de « dérapage » qu'elle comporte pourraient affecter gravement les équilibres planétaires, déjà passablement malmenés, en particulier en Asie.

L'imprévoyance, l'improvisation et le volontarisme à éclipse ne font pas, décidément, une meilleure politique que celle de l'intervention bornée, massive et sans nuance. Quand s'en rendra-t-on compte à Washington ?

Le département d'Etat a annoncé, mercredi 10 janvier, la décision des Etats-Unis d'envoyer une escadrille de douze chasseurs ultra-modernes F-15 pour une durée de trois mois en Arabie Saoudite.

Ce geste est destiné à apaiser les inquiétudes que l'aggravation de la crise iranienne suscite en Arabie Saoudite et dans les Etats du Golfe.

Pour sa part, le cheikh Zayed, président de l'Etat des Emirats arabes unis, en visite privée au Pakistan, interrogé, mercredi, sur les répercussions de la situation en Iran, a affirmé qu'elle n'aurait pas de conséquences importantes dans la région.

A Téhéran, le premier ministre, M. Chapour Bakhtiar, a présenté jeudi, devant la chambre haute son cabinet, qu'il a réussi à compléter en partie grâce à la nomination d'un nouveau ministre de la défense, le général Chafarghat, sans toutefois parvenir à pourvoir quatre portefeuilles. Il doit demander, samedi, l'accord du Sénat iranien.

Le premier ministre a répété les promesses qu'il avait déjà faites après sa nomination par le chah, de dissoudre la SAVAK (police politique) et de lever processus de la loi martiale.

A Paris, l'ayatollah Khomeiny a déclaré, mercredi, que le départ du chah ne « changerait rien », à moins qu'il ne s'accompagne de l'abolition du système. Il a appelé les militaires à pourvoir leurs mai [illegible] Bakhtiar a reçu [illegible] M. Méric [illegible] M. Chayet, directeur des affaires administratives et consulaires au ministère des affaires étrangères. M. Chayet avait déjà reçu à plusieurs reprises auprès de l'ayatollah pour inciter à la modération dans ses déclarations.

Vague d'attentats à Rome

Les extrémistes de gauche et de droite multiplient les actes de violence

La violence, d'extrême droite et d'extrême gauche, affecte de nouveau l'Italie. Deux nouvelles victimes ont été dénombrées mercredi 10 janvier à Rome, et jeudi matin un policier a été tué à Palerme par un commando de jeunes gens.

Cette vague d'attentats retarde d'autant une possible crise ministérielle : aucun parti de la majorité n'envisage dans ces conditions de prendre la responsabilité de déclencher un tel processus.

De notre correspondant

Rome. — La violence politique a encore fait des ravages, le mercredi 10 janvier, à Rome, où deux jeunes gens d'extrême droite ont été tués par balles. Ce double drame illustre la gravité et, en même temps, la confusion des épisodes qui ensanglantent, depuis quelques jours, la capitale italienne.

Mercredi après-midi, des milliers de femmes défilaient en ville pour protester contre l'agression commise la veille, à Radio Città Futura. Cette manifestation pacifique ne devait donner lieu à aucun incident. Mais pendant que les cortèges arpentaient les rues du centre, la violence se déchaînait dans la périphérie.

Dans le quartier populaire de Centocelle, un groupe de fascistes tentait d'envahir une section de la démocratie chrétienne, l'arme au poing. La police s'est mise à tirer, elle aussi, blessant mortellement à la tête l'un des agresseurs, Alberto Giaquinto, âgé de dix-sept ans.

Le quartier Montesacro a été le théâtre d'un assassinat de sang-froid, commis par un commando d'extrême gauche. A bord d'une voiture, les agresseurs se sont approchés d'un groupe de militants de droite qui bavardaient devant un bar. Ils ont déchargé leurs armes, atteignant de deux balles dans la tête Stefano Cecchetti, qui n'avait pas participé à l'agression de la veille et qui, a vient de recevoir un [illegible] peu avant, en transport à l'hôpital.

D'autres quartiers de Rome ont connu des attentats moins graves mais qui étaient susceptibles de faire des victimes. Des cocktails Molotov, et parfois de véritables bombes, ont été lancés contre le quotidien *Il Messaggero*, une section du parti communiste, deux sièges du Mouvement social italien (extrême droite), l'hôtel Palatino, le commissariat de police de Flaminio-Nuovo, une caserne de la police et le siège de la fédération des travailleurs de la métallurgie. En signe de protestation, les syndicats organisent, ce jeudi 11 janvier, plusieurs arrêts de travail et assemblées dans les entreprises, appelant les travailleurs à « renforcer la mobilisation et la vigilance (...) contre toutes formes de terrorisme ».

Il devient en effet très difficile de distinguer les « rouges » des « noirs », qui emploient à peu près les mêmes méthodes, opèrent dans les mêmes zones périphériques, et se posent tous en « révolutionnaires » opposés au régime. Un éditorialiste du quotidien *L'Unità*, organe du parti communiste, écrivait : *« Il n'est guère important de distinguer la couleur de la subversion. Ces préoccupations de la violence et de la terreur utilisent une seule carte d'identité : celle d'ennemis de la démocratie. »*

La violence des uns nourrit celle des autres. Ces justiciers s'attaquent entre eux et se répondent. Comme au printemps 1977, c'est une « guérilla » à peu près sans différer en dépit de [illegible] ou [illegible] le de [illegible] de [illegible] [illegible] [illegible]

Le Monde

idées

FEMMES

Les portes de la politique

par BRIGITTE GROS (*)

L'EUROPE des citoyennes, c'est cent trente-sept millions de femmes aux urnes, soit deux fois et demie la population de la France. Avec la naissance d'une Europe démocratique, le poids des électrices, en chair, grandit de dimension, peut changer de nature.

Les femmes qui exercent dans leurs pays respectifs des responsabilités publiques sont de plus en plus nombreuses à le penser, et à le souhaiter. Elles considèrent que le caractère exceptionnel de l'élection de juin 1979, qui sera la première à appeler au même moment les électeurs de neuf pays différents à exprimer, par un même mode de scrutin, un choix déterminant, est un événement de grande portée qui peut constituer enfin une rupture avec le passé.

Cette élection devrait ouvrir aux femmes, en Europe, les portes de la politique ; elle devrait enfin leur permettre de sortir de leur ghetto et de réaliser un bond en avant dans l'accession à la responsabilité.

Cette aspiration vers la décision politique, par une représentation plus équilibrée au sein des instances électives, paraît tout à fait justifiée. En effet, tant dans les neuf Parlements nationaux que dans l'actuelle Assemblée européenne, la représentation des femme reste, à quelques nuances près, réduite à sa plus simple expression.

Le grand bouleversement des mentalités et des traditions, qui, au lendemain de la seconde guerre mondiale, a engagé le processus de « décolonisation » politique de la femme, n'a créé, au fil des années, d'être grignoté lentement et de façon continue par les préjugés et le conformisme tenace de la classe politique au pouvoir.

La faiblesse numérique actuelle des femmes parlementaires en Europe le prouve avec éclat. Les femmes, cent trente-sept millions des deux cent quarante-huit millions d'Européens, occupent seulement 4 % des sièges en Allemagne fédérale, 6 % en Italie, 4,5 % en Grande-Bretagne, et guère plus de 3 % en France, lanterne rouge de la féminisation politique.

Or il est incontestable que lorsque, dans une assemblée délibérante, la représentation féminine souffre d'une telle disproportion, les femmes rencontrent de grandes difficultés pour faire passer leur message, pour peser sur les décisions, pour mener leur combat. C'est par « politesse » qu'autour du tapis vert on condescend à écouter une femme, noyée dans une assemblée d'hommes. Elle sera entendue d'une oreille distraite. On refusera finalement de prendre en considération sa spécificité, facteur pourtant inhérent à la richesse de l'humanité.

Quelles seront ses armes pour faire prévaloir ses facultés créatrices, son sens du quotidien et son goût du concret ? Au bout du compte, n'ont-elles pas raison celles qui accusent les femmes « bonnes » parmi les hommes d'être des « alibis », des « otages », pis encore, des « singes » ?

« *L'admission des femmes à l'égalité politique serait le marque la plus sûre de la civilisation et elle doublerait les forces intellectuelles du genre humain.* » Ainsi s'exprimait Stendhal. C'était il y a cent cinquante ans. En il n'a toujours pas été entendu.

Peut-être le sera-t-il en juin 1979, où seront posés les premiers jalons de l'unification politique des peuples de notre cher vieux continent si souvent déchiré dans son histoire passée. L'événement, par sa dimension, provoquera, à n'en point douter, une mutation des mentalités de la « classe politique » européenne.

En France, la classe politique vient de montrer qu'elle prenait au sérieux l'ouverture aux femmes du pouvoir européen. Sans doute sa démarche servira-t-elle d'exemple à ses voisins ! Monique Pelletier, ministre de la condition féminine, la première, a eu raison de fixer à 30 % la représentation des femmes dans la future Assemblée. Elle a, de ce fait, contraint toutes les formations politiques à se rallier à sa proposition.

Quel parti, aujourd'hui, oserait présenter moins de femmes sans prendre le risque de voir glisser sur des listes adverses ou concurrentes un nombre important de suffrages au féminin ? Ce danger est réel. En effet, depuis quelques années, on constate que l'évolution des femmes s'exprime non seulement par une aspiration au droit au travail, à celui de planifier leur maternité, mais aussi par l'aspiration personnelle de chacune à un choix politique.

Un « pouvoir mixte »

Les femmes qui, le jour d'un scrutin, confient aveuglément à leur mari le choix de leur bulletin sont de plus en plus rares. Aujourd'hui, elles cherchent à s'informer par elles-mêmes et à se déterminer de façon autonome. Elles savent apprécier à leur juste valeur les projets de réformes que les hommes et les partis leur proposent et qui concernent leurs problèmes spécifiques.

Ainsi, plus l'échéance électorale se rapprochera, et plus on verra grandir les chances de voir siéger dans la nouvelle Assemblée européenne cent vingt-trois femmes au moins sur un total de quatre cent dix parlementaires.

Elles représenteront une force de propositions originales et seront ainsi le promoteur du pouvoir mixte et en contribuer à vivifier en [illegible] l'Europe, dira [illegible] Robert [illegible], *sont d'abord celle des réalisations concrètes et des nouvelles solidarités.* »

Ces deux termes montrent combien l'action du Parlement européen intéressera en priorité la vie quotidienne. Les femmes, largement représentées, contribueront, grâce à leur expérience, à l'édification pierre par pierre de cette maison commune.

Au Parlement européen, elles concentreront avant tout leurs efforts sur les questions qui traitent directement de ce qu'elles ont de plus précieux au monde, c'est-à-dire leurs enfants. Aujourd'hui, elles s'inquiètent, et à juste titre, de plus en plus pour leur avenir.

Le premier problème qui les inquiète, le plus angoissant, c'est celui du chômage. Il touche aujourd'hui six millions de personnes en Europe, parmi lesquelles près de trois millions de moins de vingt-cinq ans. Le deuxième, qu'elles traitent directement le premier, est celui de la réforme du système éducatif. L'insertion de leurs enfants dans la vie active découle de la qualité de leur éducation et de leur formation. L'Europe, dépourvue, pour ainsi dire, de ressources d'énergie, devra puiser dans ce somptueux « pétrole », ersatz de nos sociétés développées, sa force et son avenir.

Le troisième problème sur lequel elles se pencheront attentivement est celui du sous-développement démographique. L'Europe tout entière est atteinte par ce mal du siècle qui pourrait prendre, dans les prochaines décennies, l'allure d'un suicide collectif.

Les femmes qui siégeront demain au Parlement européen, par-delà le chômage, l'éducation et le développement démographique, devront apporter leur contribution à l'avènement d'une société différente. La crise économique qui se développe nous impose la mise en place de structures sociales différentes pour une répartition plus équilibrée des revenus mais aussi des pouvoirs.

Ainsi doit naître en Europe un pouvoir politique « mixte ». Un pouvoir efficace et harmonieux où hommes et femmes ensemble, chacun avec sa spécificité et sa personnalité, seront en [illegible] leur et pour [illegible] [illegible] [illegible]